



L'Europe pourrait rater le train de l'Amérique Latine

Par [Raúl Zibechi](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2006

[La Jornada](#) 5 décembre 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La perte de légitimité du modèle néolibéral et le déclin de l'hégémonie états-unienne ouvrent en Amérique Latine une nouvelle conjoncture dans laquelle s'intensifient les heurts et les conflits entre puissances globales et régionales pour jouer un rôle actif dans le futur immédiat du continent. Le récent 36e Sommet ibéro-américain, qui s'est tenu à Montevideo, a été le théâtre de ces luttes dans lesquelles l'Espagne tente de se positionner à la tête d'une communauté ibéro-américaine, alors que le Brésil cherche à faire échouer les prétentions hégémoniques européennes au profit de l'intégration régionale sud-américaine.

A cette occasion, ni plus ni moins que huit présidents manquaient à l'appel. L'absence la plus remarquée fut celle de Luiz Inacio Lula da Silva, qui a donné sa fatigue comme prétexte suite à son épuisante campagne électorale. S'y sont ajoutés Hugo Chávez et le Péruvien Alan García, et plusieurs présidents d'Amérique centrale. La presse espagnole a considéré le sommet comme un « échec » ; elle a accusé le gouvernement brésilien de « mépriser » la réunion et Lula de « *se faire photographier à la plage au lieu d'assister à une réunion dont la date avait été changée uniquement pour lui* » (*El Mundo*, 6/11/06). La droite régionale a estimé que l'absence de Lula était due à son refus d'occuper « une place secondaire », au fait qu'il n'était pas disposé à prendre position dans le conflit sur les entreprises de papier entre l'Argentine et l'Uruguay [1] et que ce ne serait pas le « *bon moment pour fraterniser avec Evo Morales et Kirchner, et encore moins pour assister en silence aux shows de Chavez* » (*El Universal*, 5/11/06)

D'autres médias ont été plus prudents et ont rappelé qu'il s'agissait d'un différend politique, économique et commercial. *Clarín* [Argentine, ndlr], qui n'a rien d'innocent dans ce différend, a mis le doigt là où ça fait mal : « *L'Espagne a connu une accumulation notoire de capital ces dernières années ; son Produit Intérieur Brut (PIB) a dépassé le milliard de dollars, ce qui lui permettrait d'entrer au G8. Et l'Amérique latine a contribué à ce processus, dans des secteurs comme l'eau, le pétrole, la finance et la téléphonie* » (6/11/06). Ce qui est certain, c'est que la diplomatie brésilienne a fait son choix et a donné la priorité au sommet de la Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) qui se tiendra en Bolivie les 8 et 9 décembre, sur une réunion ibéro-américaine destinée à renforcer le rôle espagnol sur le continent.

Divers analystes affirment qu'à partir de la signature du traité de libre-échange entre le Canada les Etats-Unis et le Mexique [l'ALENA, ndlr], l'Union européenne a modifié sa vision des relations avec l'Amérique Latine. Braulio Moro soutient dans *Les intérêts des transnationales européennes en Amérique latine* que la perte du marché mexicain et la généralisation possible de cette situation au reste du continent ont amené les Etats européens à soutenir leurs multinationales dans leurs tentatives d'atténuer les accords de

libre-échange en se tournant vers la « *concertation politique, la coopération économique et l'association économique* ».

Depuis 1992, l'Espagne a réalisé 50% des investissements européens en Amérique latine et se situe aujourd'hui au deuxième rang derrière les Etats-Unis. Les investissements sur notre continent font partie du processus de restructuration engagé par les grands groupes économiques espagnols pour mieux se positionner face à la concurrence. La particularité de ces investissements est qu'ils privilégient le secteur des services (télécommunications, énergie et banque), alors que les Anglais et les Français s'installent dans l'industrie ; 85% sont concentrés en Argentine (qui absorbe 42% du total des investissements espagnols), au Mexique et au Brésil et leur fer de lance est la banque privée. En effet, Bilbao Vizcaya (BBVA) et Santander Central Hispano (SCH) contrôlaient, en 2002, 22% des dépôts de la région, 40% des fonds de pension et 15% des fonds d'investissement. Et ces chiffres continuent à augmenter.

Créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur ou l'Amérique latine est vital pour l'expansion du capitalisme européen. Felipe González, l'ex-chef de gouvernement espagnol, semble avoir compris que pour la santé du capital européen, il est indispensable de bombarder l'intégration régionale naissante. Au cours de la conférence annuelle du Club de Madrid [2], d'après les propos recueillis par l'Agence Mega 24 (21/10/06), González a qualifié le Gazoduc du Sud entre le Venezuela et la Patagonie argentine, pièce maîtresse de l'intégration énergétique, de « plaisanterie », et a assuré qu'« *il ne se réalisera pas* ». A la même rencontre, l'économiste en chef de la société pétrolière Repsol YPF, Antonio Merino, a critiqué les « *nationalismes énergétiques* » qui rendent plus difficiles les « *processus d'investissement* ». Tous les deux ont exprimé leur préoccupation que l'intégration régionale puisse mettre en difficulté la continuité de l'accumulation du capital européen.

Cela a été une des principales préoccupations du cinquième Forum ibéro-américain, qui s'est tenu fin octobre (quelques jours avant le sommet de Montevideo) à Cartagena de Indias [Colombie, ndlr], impulsé par Felipe González, auquel a assisté la fine fleur du capital européen : Ana Patricia Botín, présidente de Banesto, le principal actionnaire de Santander, qui est lui-même le deuxième groupe financier européen ; Manuel Pizarro, président du Groupe Endesa, la multinationale espagnole de l'électricité, et Jesús de Polanco, président du groupe de presse Prisa, qui édite entre autres *El País*. Y ont assisté également Carlos Slim Helú [puissant milliardaire mexicain, ndlr] et Gustavo Cisneros, magnat des médias vénézuéliens. L'une des principales préoccupations de ce « dialogue entre puissants » a été, d'après l'expression d'Enrique Iglesias, président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), que l'Amérique Latine doit devenir une « *réserve énergétique alternative* » face à l'effondrement imminent de l'économie basée sur le pétrole.

Lula a refusé de cautionner par sa présence les prétentions espagnoles, de même que Chávez et Kirchner, lequel est resté à peine quelques heures à Montevideo. En décembre, à La Paz, la Bolivie pourra intégrer le Mercosur et l'intégration régionale pourra faire un autre pas important en avant.

Notes:

[1] [NDLR] Sur ce conflit, consultez le dossier [La guerre du papier](#) sur le RISAL.

[2] [NDLR] Le Club de Madrid est association réunissant quelque 70 anciens présidents et

Premiers ministres fondée en 2001 dans la capitale espagnole.

Source : [La Jornada](#) , 10 novembre 2006.

Traduction : Marie-José Cloiseau, pour le [RISAL](#).

La source originale de cet article est [La Jornada](#)

Copyright © [Raúl Zibechi](#), [La Jornada](#), 2006

Articles Par : [Raúl Zibechi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca